

INITIATIVE INTERNATIONALE POUR LA TRANSPARENCE  
DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES

# Quand Chakib Khelil décidait de boycotter la conférence de 2006 à Oslo

Les révélations sur Chakib Khelil, ex-ministre algérien du pétrole pendant plus de 10 ans, continuent leur déferlante. Il y a quelques jours, c'est la presse italienne, relayant les échos du parquet de Milan au sujet des «raisons» qui auraient motivé le représentant du gouvernement algérien à négocier des contrats dans les salons discrets de grands palaces européens avec les dirigeants de l'ENI et Saipem. Que cachaient ces pratiques opaques ? Une chose est sûre, Chakib Khelil et consorts rejetaient toute démarche transparence à même de préserver les deniers publics. A titre d'exemple, revenons sur ce qui s'est passé à Oslo en 2006... Nous y étions.

La 3<sup>e</sup> Conférence plénière de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives — ITIE — a eu lieu à Oslo (Norvège) les 16 et 17 octobre 2006 : elle avait réuni les représentants de plusieurs dizaines de gouvernements, les grandes compagnies pétrolières et minières, de nombreuses ONG et les institutions financières internationales. ITIE fut lancée en 2002 à l'occasion du Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg. L'ITIE rassemble une coalition internationale de gouvernements, entreprises, organisations de la société civile et

investisseurs en vue d'encourager une plus grande transparence dans les paiements et les revenus tirés des ressources naturelles. Les revenus découlant du pétrole, du gaz et des minéraux peuvent transformer les économies, réduire la pauvreté et augmenter le niveau de vie de populations entières dans les pays riches en ressources. Sonatrach était présente aux premières réunions qui ont précédé la rencontre d'Oslo, endossant un statut d'observateur. Puis plus aucune participation depuis 2006, au moment où l'on exigeait des engagements fermes !

**Les 3 sièges vides  
et nominatifs de l'Algérie**

Pour rappel, lorsqu'un pays met en œuvre l'ITIE, son gouvernement prend l'engagement de renforcer la transparence de ses revenus provenant des ressources naturelles, et ses citoyens prennent l'engagement de demander des comptes au

gouvernement quant à sa manière d'utiliser ces revenus. L'Algérie, qui avait été officiellement invitée par le gouvernement norvégien, pays hôte de cette 3<sup>e</sup> Conférence plénière, et qui avait accepté l'invitation, avait choisi en dernière minute de s'absenter, à la grande surprise de nombre de délégations officielles

présentes, et sans même avoir la bienséance de s'en excuser auprès des organisateurs ! Ni le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, ni le ministre des Finances (invité lui aussi), ni le PDG de Sonatrach ne se sont expliqués sur cette volte-face de dernière minute.

C'était visiblement le moment choisi par le gouvernement algérien de tourner le dos définitivement à l'ITIE. Terrible image dans cette grande salle du palais des congrès d'Oslo : les 3 sièges vides et nominatifs de l'Algérie, au premier rang (placement des délégations gouvernementales selon un ordre alphabétique) — laissés volontairement en l'état par les organisateurs norvégiens.

Cette dérobade officielle et «autorisée» au plus haut niveau de l'Etat était en fait un signe avant-coureur à la fois du refus de toute transparence dans la gestion des industries extractives, et surtout du pillage en règle et autre corruption qui allait marquer le secteur. Nous étions présent à Oslo ce jour-là...

Djilali Hadjadj

## Course d'obstacles et optimisme de rigueur

L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), une «tripartite» — compagnies, gouvernements, société civile — créée il y a 10 ans et où l'adhésion est volontaire, note un recul de la corruption en Afrique. Aux Etats-Unis, le lobby pétrolier réclame un assouplissement des règles de transparence. En Afrique, dans le secteur minier, des efforts ont été accomplis et plusieurs Etats ont rendu publics les contrats les liant aux compagnies d'extraction. Ce n'est pas le cas de l'Algérie. Les pressions pour une plus grande transparence des flux financiers entre l'industrie extractive (minerai et pétrole) et les pays dans lesquels elle exploite les ressources naturelles ont fortement augmenté.

En Europe, la directive qui impose à l'industrie extractive de déclarer les revenus versés aux Etats doit être transposée au plus tard en juillet 2015. Certains géants miniers ont pris de l'avance, comme l'australien Rio Tinto, dont la communication se veut exemplaire. Le chemin peut être long. Ainsi, aux Etats-Unis, le dispositif anticorruption adopté l'an dernier, qui impose aux groupes pétroliers et miniers de rendre publics leurs ver-

sements aux gouvernements étrangers, pourrait être édulcoré. La Securities and Exchange Commission (SEC) — gendarme de la bourse de New York — planche actuellement sur la réécriture de la règle récemment annulée par une cour fédérale.

A l'origine de cette annulation, la toute-puissante association des industriels américains du gaz et du pétrole, l'American Petroleum Institute (API) vient à nouveau d'écrire à l'autorité boursière. Elle assure que la divulgation de ces données serait préjudiciable à la concurrence, voire à l'emploi américain et demande à ce qu'elles soient compilées et non pas publiées sous le nom de chaque société. «Même si des dispositifs similaires existent en Europe et ailleurs, les groupes contraints de déclarer leurs revenus sont face à des compagnies pétrolières étatiques qui n'ont pas les mêmes obligations», argumente l'API.

**Amélioration de la gouvernance**

Mais du côté des gouvernements, le changement est notable. Certains pays encouragent davantage la transparence. Leïla Hubeaut, avocate chez Herbert Smith Freehills (cabinet qui compte pour clients à la fois des Etats et des groupes miniers), explique ainsi que «des Etats africains, comme la Guinée, ont procédé à la publication de l'ensemble des conventions minières signées avec les sociétés minières. Ces documents étaient traditionnellement gardés confidentiels». Pionnière, Initiative pour la transparence

dans les industries extractives (ITIE), créée il y a une dizaine d'années et basée sur le volontariat des gouvernements, a récemment noté une baisse de la corruption dans le secteur minier en Afrique grâce à une moindre opacité sur les revenus de la filière. La publication des contrats dans des pays comme le Liberia ou la République du Congo participent aussi à l'amélioration de la gouvernance de ce secteur.

**Le temps des contrats secrets,  
des négociations opaques, révolu ?**

En septembre, l'ITIE Nigeria a indiqué qu'un audit du secteur pétrolier et gazier dans le pays avait révélé que 9,9 milliards de dollars de taxes restaient dues à l'Etat par les compagnies d'énergie. Il s'agit d'impôts non collectés entre 1999 et 2008 parce que les agences gouvernementales dédiées «n'ont pas déployé les efforts suffisants pour recouvrer les fonds». La France — un des tout premiers fournisseurs et clients de l'Algérie —, actionnaire du groupe minier Areva à hauteur de 86 %, soutient l'ITIE depuis 2005.

Paris a fermement défendu la directive européenne et soutient financièrement le nouveau fonds de la Banque mondiale destiné à aider les pays africains à négocier leurs contrats avec les grands groupes. Toutefois, pour l'ONG Oxfam France et l'association Rotab, «la France doit prouver que le temps des contrats secrets, des négociations opaques et des pressions est fini».

LSC

**À VOIR ABSOLUMENT SUR ARTE**

## «Les prochains rois du pétrole»

Demain soir, mardi 18 février, à 23h30, la chaîne franco-allemande Arte diffuse un excellent documentaire sur les risques politiques, financiers et économiques liés à la découverte du pétrole. En 2007, la Ghana National Petroleum Corporation (GNPC) découvre un important gisement de pétrole sous-marin au large du pays.

L'entreprise d'Etat ghanéenne, faute de moyens financiers, doit alors faire appel à un partenaire étranger, le groupe d'exploitation pétrolière américain Kosmos Energy. La réalisatrice de ce documentaire a commencé à enquêter sur l'industrie pétrolière ouest-africaine en 2006. Au cours des six années qui se sont écoulées, elle a réussi à approcher tous les acteurs du secteur, que ce soient les compagnies, les banques ou les gouvernements.

**Les salons où les chefs d'entreprise  
rencontrent des chefs d'Etat**

Véritable film d'investigation, «Les prochains rois du pétrole» nous fait pénétrer dans les salons où les chefs d'entreprise rencontrent des chefs d'Etat, et dans les jungles tropicales où les chefs de guerre armés de kalachnikovs se préparent à faire sauter les oléoducs.

En chemin, le film pose l'une des grandes questions de notre époque : qui gagne quoi dans cette lutte acharnée pour s'assurer le contrôle des ressources ? Car derrière la découverte de cette manne se cache un jeu d'argent et de pouvoir dont l'avenir dira s'il est bénéfique ou néfaste pour la population ghanéenne.

A l'exemple de son voisin, le Nigeria, où, depuis la découverte de gisements en 1956, les conditions de vie des habitants n'ont pas cessé de se dégrader : entre 1960 et 1999, les fonctionnaires et responsables politiques nigériens auront détourné quelque 440 milliards de dollars, provoquant la division interethnique, les trafics et le terrorisme local. Cette malédiction des ressources en Afrique se transformera-t-elle, cette fois, en «bénédiction» pour la population et pour le Ghana ?

**A nos lecteurs**

Le «Soir Corruption»  
n'est pas paru les lundi  
3 et 10 février 2014 pour des  
raisons liées à l'abondance  
de matière. Toutes nos  
excuses à nos lecteurs.